

La Culture et le développement durable : défis et perspectives

Culture and sustainable development: challenges and perspectives

TAOUDI JAMAL

Docteur en sciences économiques et gestion (faculté des sciences juridiques économiques et sociales Fès Maroc.

Taoudijamal8@gmail.com

Résumé:

En septembre 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté l'Agenda 2030 pour le développement durable, avec 17 objectifs universels ambitieux pour transformer notre monde. L'UNESCO veille que le rôle de la culture soit reconnu par le biais d'une majorité des objectifs de développement durable (ODD), y compris ceux se concentrant sur l'éducation de qualité, les villes durables, l'environnement, la croissance économique, les modes de consommation et de production durables, ainsi que les sociétés pacifiques et inclusives, l'égalité des genres et la sécurité alimentaire. Placer la culture au cœur du développement est un investissement capital dans l'avenir du monde et le défi à relever est de convaincre décideurs politiques et acteurs sociaux locaux, nationaux et internationaux, d'intégrer les principes de la diversité culturelle et les valeurs du pluralisme culturel dans l'ensemble des politiques, mécanismes et pratiques publiques, via notamment des partenariats public/privé. Il s'agit d'ancrer la culture dans toutes les politiques de développement, qu'elles concernent l'éducation, les sciences, la communication, la santé, l'environnement, le tourisme et de soutenir le développement du secteur culturel par le biais des industries créatives. Ainsi, en contribuant à l'atténuation de la pauvreté, la culture est-elle un atout pour la cohésion sociale ?

Les mots clés : La culture, DD, équipements culturels, quatrième pilier DD

Abstract:

In September 2015, the United Nations General Assembly adopted the 2030 Agenda for Sustainable Development, with 17 ambitious universal goals to transform our world.

UNESCO ensures that the role of culture is recognized through a majority of the Sustainable Development Goals (SDGs), including those focusing on quality education, sustainable cities, the environment, growth economic, sustainable consumption and production patterns, as well as peaceful and inclusive societies, gender equality and food security. Placing culture at the heart of development is a capital investment in the future of the world and the challenge to be taken up is to convince local, national and international political decision-makers and social actors to integrate the principles of cultural diversity and the values of pluralism. culture in all public policies, mechanisms and practices, notably through public / private partnerships.

It is about anchoring culture in all development policies, whether they concern education, science, communication, health, environment, tourism and supporting the development of the cultural sector through creative industries. So, by contributing to the alleviation of poverty, is culture an asset for social cohesion?

Keywords: Culture, SD, cultural facilities, fourth SD pillar

I- Introduction

Nous avons vu que de nombreuses stratégies locales et nationales pour le développement durable ont échoué parce qu'elles ont oublié la culture. Lorsque le paradigme actuel de la durabilité est appliqué par les gouvernements dans leur planification à long terme. Certes, la dimension économique est toujours explicite, car il génère des revenus et de l'emploi, et donc des exportations. Dans ce sens, la dimension sociale met l'accent sur l'équité (santé et éducation, et la lutte contre la pauvreté) tandis que les objectifs de la dimension environnementale consistent à introduire un équilibre dans la consommation des ressources au sein des écologies locales. La culture est ignorée ou apparaît comme un instrument simplement utile pour atteindre d'autres objectifs. Il en est de la conception du développement comme de l'évolution des droits de l'homme. On a largement ignoré l'importance des droits culturels pour le respect de la dignité humaine, le développement des personnes et des communautés. On a considéré la culture comme un dernier palier, moins important que les besoins, jugés fondamentaux. Étonnante cécité quand on sait qu'il faut des savoirs pour cultiver la terre, pour habiter son environnement de façon équilibrée, pour soigner et se

soigner, nourrir et se nourrir, pour exercer un métier utile à la société et épanouissant pour soi-même et les siens, pour décider pour soi et participer à la vie collective et, enfin, pour transmettre les valeurs les mieux adaptées à ses enfants.

En effet, le domaine culturel vaut pour lui-même et pour les autres. Au même titre que les autres droits humains et les droits culturels sont les fins et les moyens du développement. Dans ce contexte, la culture est au principe de la dimension économique, puisque toute économie durable se fonde sur le développement des savoirs les mieux appropriés ; elle ne peut cependant être réduite à un instrument de croissance sans considération des équilibres nécessaires. En réalité, la culture est au principe de la dimension sociale, car elle se considère comme un facteur de liens, mais elle ne peut pas être réduite à l'idée d'assurer la cohésion d'une société homogène (c'est le rêve de tous les fondamentalismes et le cauchemar de ceux qui aiment la liberté). A ce titre, la culture est, au principe de la dimension environnementale, affirme le respect d'un écosystème, qu'il faut le connaître, l'aimer et le travailler. Cependant, nous ne pouvons simplement l'utiliser pour sensibiliser à la responsabilité environnementale.

Certes, la culture est beaucoup plus qu'un instrument. Parce qu'elle se considère comme l'âme du développement et promeut les valeurs intrinsèques que sont le patrimoine, à titre d'exemple ; la connaissance, la créativité, la diversité ou l'identité.

Les seuls processus culturels actifs – à savoir l'exercice de leurs droits, libertés et responsabilités culturels – permettent aux citoyens d'avoir une vie pleine de consciences et de sens. Les villes sont des pionnières d'après l'organisation mondiale des Cités et Gouvernements Locaux Unis promeut l'« Agenda 21 de la culture » (approuvé à Barcelone en mai 2004), ainsi que la Déclaration sur « La culture comme quatrième pilier du développement durable » (approuvée à Mexico en novembre 2010). Ces documents proposent un solide politique culturelle local, basée sur les droits culturels des citoyens et la présence de considérations culturelles dans toutes les politiques publiques. CGLU ne propose pas que la culture soit une quatrième « phase » du développement, mais demande aux gouvernements locaux que la culture soit au centre de la durabilité. Donc quelle est la place de la culture dans la réussite de projet du développement durable ?

Pour bien discuter les grands axes de cet article, on va mettre la lumière sur le concept de la culture et développement durable au premier lieu, puis on va expliquer le rôle de la culture dans le développement durable au deuxième rang.

II- Le concept de la culture et développement durable

1. Qu'est-ce que la culture?

La culture ou civilisation, entendue dans son sens ethnographique le plus large, est cet ensemble complexe incluant les savoirs, les croyances, les arts, la morale, les lois, les coutumes, ainsi que les autres capacités et habitudes acquises par l'Homme en tant que membre d'une société (Melissa, Pignatelli, 2013).

Dans cette définition de Edward Tylor, utilisée, même de manière critique, par les anthropologues dans leur travail, sont contenues certaines idées importantes:

- La première idée est que la culture ou civilisation, entendue dans son sens ethnographique le plus large, se retrouve partout. Il n'existe donc pas de peuples avec culture et des peuples sans culture ;
- La deuxième idée est que la culture est un ensemble complexe que nous pouvons, même dans ce cas, retrouver partout (tous les peuples, aussi primitifs qu'ils puissent être, ont une économie, une morale, un droit, une technologie, etc...) ;
- La troisième idée est que la culture est acquise (celle-ci, n'est pas innée, propre à une race, comme le pensaient au contraire les créationnistes) et ne se transmet pas par le sang ;
- La quatrième idée, étroitement liée à la précédente est que la culture est acquise par l'homme en tant que membre d'une société, et comme il y a un grand nombre et une grande variété de sociétés ; il existe autant de cultures que de sociétés.

Avec l'évolution de la discipline, l'anthropologie élabore le concept de Métisse, de Mélange, comme un moment de rencontre et d'échange d'idées, de méthodes et de techniques dans lesquels naissent les cultures.

Avec la globalisation, son théoricien anthropologue, Ulf Hannerz (2010), note que pour définir la culture, il est nécessaire une image qui ne parte pas du principe que les cultures sont limitées et qu'elles ont un lien exclusif avec des territoires et des populations particulières, mais prévoit comme point de départ un monde plus ouvert, interconnecté.

Récupérant un terme de Alfred Kroeber de 1945, Hannerz choisi œkoumène pour évoquer les interactions du monde tel que l'on connaît aujourd'hui. L'œkoumène était pour Kroeber la désignation plus adaptée pour définir un ensemble interdépendant d'évènements et de

productions qui sont tout autant significatifs pour l'historien de la culture que pour le théoricien de l'anthropologie. Hannerz élabore l'expression d'œkoumène mondial pour faire allusion à l'interconnexion du monde, qui se produit par des interactions, des échanges, des développements qui y sont liés, tout en y associant aussi l'organisation de la culture.

Dans cette optique, la culture est donc comprise comme un réseau parcouru par des significations différentes, composées et recomposées par le mouvement des choses et des personnes dans l'œkoumène mondial et modifiées de différentes manières par des sédimentations locales.

En sciences humaines et sociales en général, sur la base de l'anthropologie structurale (Lévi-Strauss 1955), le concept de culture est maintenant utilisé depuis plus d'un demi-siècle dans les travaux scientifiques afin de rassembler et séparer les populations et les individus, ce jusque dans les méthodes managériales exigées par le monde économique actuel (Hofstede 2001). De façon pragmatique, ce concept a fait ses preuves et jouit d'un succès évident dans les sciences sociales contemporaines, dans la mesure où il est utilisé dans une grande variété de situations, soit comme outil théorique, soit comme justification comportementale dans la vie quotidienne. Pour faire court, le concept de culture est appliqué notamment dans les

- ✓ Chez les individus, la culture est liée à un sentiment d'appartenance (dans des phrases comme « c'est ma culture »), souvent directement connecté au concept d'identité, et semble se manifester dans un mélange psychologique d'émotions et de mécanismes cognitifs ;
- ✓ Chez les chercheurs, la culture permet de délimiter un certain nombre de caractéristiques et de les assigner à des groupes ou sous-groupes, afin de représenter de façon commode les habitudes, croyances, rituels et techniques partagés par des collectifs humains ;
- ✓ Chez les managers et travailleurs sociaux, la culture permet l'utilisation d'outils pertinents, dans la mesure où elle permet la création, dans une certaine limite, d'espaces et de méthodes interstitielles, afin de bâtir des ponts entre les environnements culturels (dans le cas par exemple dans le cas de relations commerciales entre entreprises qui se trouvent dans des pays différents, ou bien dans le cas de multinationales qui doivent adapter leurs politiques de sites).

La culture peut donc être considérée comme un outil bidimensionnel, puisqu'elle permet de reconnaître à la fois les similarités et les différences, rassemblant ainsi les individus (avec ou sans leur consentement, d'ailleurs) et les séparant sur la base de comportements

dissemblables. Grâce à ce concept, nous classons les groupes, les sociétés et les individus, tout en expliquant de manière complète la complexité ontologique du genre humain. Tout ça se réalise via un seul outil intellectuel. Dans cette perspective, nous proposons le postulat suivant : la culture en tant que concept n'est peut-être pas toujours nécessaire pour décrire précisément les phénomènes sociaux, politiques ou économiques qu'elle semble vouloir définir et décrire, et apporte peut-être même de la confusion en mettant en exergue les différences (alors qu'il existe des similarités transculturelles) et les difficultés prétendues qui peuvent y être liées, tout en masquant des enjeux que nous estimons être de nature différente (tout comme le poids politique de certains groupes au sein d'une société, ou l'égalité entre les hommes et les femmes au sein d'un groupe social).

Bien sûr, ce concept fait l'objet d'intenses discussions depuis plusieurs dizaines d'années, tout en se concentrant sur un noyau d'items communs permettant de délimiter la culture comme outil collectif, partageable et partagé, basé sur la circulation de symboles et une sémantisation de la vie quotidienne, qui permettrait aux individus de satisfaire à leur besoin d'appartenance, tout en offrant un socle de construction des identités individuelles et collectives ; ainsi, en s'appuyant sur les travaux effectués jusqu'alors, nous partons du principe que la culture doit servir à des fins **cognitives** (afin d'organiser et de structurer l'interprétation d'actions partagées pour leur donner du sens), **émotionnelles** (dans la mesure où cognition et émotions sont systématiquement reliées (Frijda 2003), puisque les émotions positives ou négatives motivent les opérations cognitives) et **identitaires** (les collectifs partageant ainsi des éléments d'identification, tout en constituant également un terrain d'identification pour les générations à venir), à savoir :

- Pour Goodenough (1964 : 36), la culture consistait en ce que les gens savent ou croient afin de pouvoir agir de manière acceptable vis-à-vis des autres membres d'une même culture, afin également de pouvoir distribuer des rôles sociaux – sans toutefois expliquer l'émergence ou la dynamique de ces croyances, de ces comportements et de ces rôles ;
- Pour Camilleri (1989 : 27), la culture est un ensemble de significations partagées qui sont assignées à des stimuli environnementaux et sociaux, et qui induisent des représentations et des comportements communs, qui sont préférablement reproduits – malheureusement, cette définition par trop cognitiviste (avec un aspect « boîte noire ») et déterministe ne laisse aucune place aux changements et aux évolutions, alors même que les sociétés sont traversées par de tels phénomènes ;

- Pour Sirota (1998 : 92), la culture est un équipement qui permet aux individus de vivre, et de penser et d'agir de manière adaptée par rapport à leur environnement, en les dotant également de capacité de transformation créatrice : c'est donc un appareil à penser et représenter la société et la place de l'individu, sur une base de partage – cependant, cette définition plus psychologique ne donne aucun indice sur la manière dont les relations interindividuelles permettent, par le biais de tensions, la création de systèmes en perpétuelle évolution, laissant à nouveau la culture dans un rôle mécaniste.
- Pour Demorgon enfin (2004 : 37), la culture est un construit diversement codé afin de pouvoir être partagé – encore une définition stable, fixe et simple qui donne à la culture une apparence mécanique et usinée, adaptée à un monde et à des individus, comme préexistante à l'ordre social.

Si la variété de ces définitions donnent des indices sur le sentiment de complexité par rapport à la culture, le concept lui-même reste défini de façon rigide, souvent sur une base cognitive qui ne répond pas nécessairement à l'écologie complexe des interactions, peut-être en raison du complexe ontologique des sciences humaines et sociales de se rapprocher des sciences dites sérieuses ou dures, en appliquant à des phénomènes humains (donc multimodaux et multipolaires) des stratégies scientifiques qui méritent d'être discutées.

2. Le concept de développement durable

La multiplicité des définitions qui ont été proposées pour préciser la notion de développement durable constitue un obstacle plutôt qu'un instrument de clarification lorsque l'on tente une présentation synthétique de cette question. Pour aller rapidement à ce qui paraît essentiel, on se bornera à évoquer dans ce travail la définition la plus souvent citée, celle de la commission Brundtland (1987) qui a marqué le véritable démarrage du débat public international sur le développement durable : celui-ci y est défini, on le sait, comme un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.

Cependant, il est probablement vain de s'interroger sur les exigences, les contraintes et les possibilités de la durabilité du développement, si l'on ne précise pas au préalable le contenu et les ambiguïtés de la notion de développement et de ses traductions actuelles.

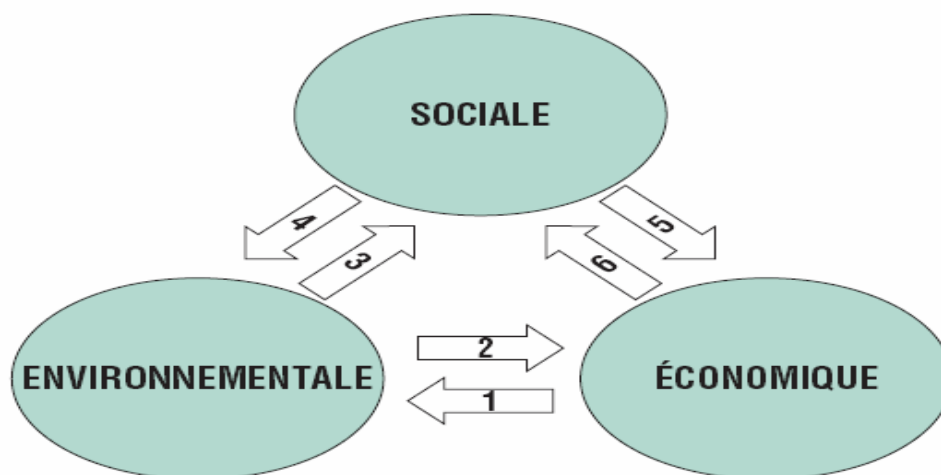
Dans son acception la plus générale, le terme de développement peut être considéré comme un synonyme de progrès social au sens où la société de demain peut être meilleure que celle d'aujourd'hui. Cette amélioration dépend du choix des individus et des collectivités plutôt que

d'un décret divin ou d'une fatalité obscure. Mais, parler de société meilleure confère évidemment au concept une multiplicité des dimensions, ainsi qu'une nature normative dont il faut préciser les critères et les choix.

La multiplicité des dimensions du progrès possible de la société évoque les questions du niveau de vie matériel et de son économie, celles de l'équilibre et de la convivialité entre les individus et les groupes sociaux qui constituent cette société, celle de sa sécurité et de ses rapports avec l'extérieur, celle de ses rapports avec son environnement naturel, celle de son organisation politique, etc. Ces dimensions sont toujours présentées dans n'importe quelle société, mais l'importance relative de chacune de ces dimensions varie avec le contexte spatial et temporel. D'où l'importance de la prise en considération du contexte historique, géographique et social spécifique dans lequel on situe la réflexion sur le développement et ses essais de mise en œuvre.

Dans ce contexte, je voudrais brièvement tenter de systématiser, à partir de diverses sources, les caractéristiques principales que l'on retrouve lorsqu'il est question de développement durable. Chacune de ces caractéristiques offre, nous le verrons, l'occasion d'interprétations et de débats. De sorte que cette notion, loin d'être ce qu'elle peut en effet paraître de prime abord - semble plutôt, à l'examen, un chapeau pour un ensemble de débats non résolus, débats qui d'ailleurs débordent souvent son champ.

Graphique 1. Les principales dimensions du développement durable



Source : OCDE(Organisation de Coopération et du Développement Economique, « développement durable, les grandes questions », sous la direction du secrétaire générale de l'OCDE, 2001, p : 37.)

Dans le même textedédié au développement durable on trouve les interactions suivantes:

1. De l'environnement vers l'économique : fonctions productives de l'environnement (ressources naturelles et rôles de réceptacle) cout économique de la protection de l'environnement.
2. De l'économique vers l'environnement : pressions exercées par les activités productives sur les ressources de l'environnement : investissement dans la protection de l'environnement : droits de propriétés sur les ressources naturelles et environnementales
3. De l'environnement vers le social : importance des aménités environnementales pour le bien être de l'individu : risque pour la santé et la sécurité de la dégradation de l'environnement ;
4. Du social vers l'environnement : pressions exercés par les modes de consommation sur les ressources de l'environnement, prise de conscience par les citoyens des problèmes d'environnement,
5. Du social vers l'économique : volume et qualité de la main-d'œuvre, importance des réglementations sociales pour le fonctionnement des marchés,
6. De l'économique vers le social : possibilités d'emploi et niveau de vie, répartition de revenu, financements des programmes de sécurité sociale, pressions sur les systèmes sociaux et culturels, conduisant à des perturbations et flux migratoires.

A partir de ces interactions, on peut qualifier le développement durable par le respect des ressources naturelles et des systèmes écologiques, aussi il supporte la vie sur la terre pour garantir l'efficacité économique, mais sans perdre de vue les finalités sociales (humaines et sociétales) que sont la lutte contre la pauvreté, contre les inégalités, contre l'exclusion et la recherche de l'équité. Une stratégie de développement durable doit être une stratégie gagnante de ce triple point de vue, économique, social et environnemental.

Pour bien mener une politique du développement durable, il faut lier l'économie, le social et l'environnemental, qui sont les trois piliers à prendre en considération par la construction et non plus par surexploitation des ressources et mauvaises emploi des ressources humaines, en ce qui suit, il parait nécessaire de bien clarifier les trois dimensions citées ci-dessus.

La dimension environnementale : L'environnement est sans doute la dimension la plus connue et celle qui a le plus contribué à la définition et à la diffusion du concept. Les exemples retenus pour illustrer le concept concernent souvent la gestion des ressources naturelles renouvelables, comme la forêt.

Cette dimension est évidemment majeure, comme le montre la dégradation de la situation actuelle. Le type de croissance que les pays industrialisés ont connu depuis environ cent cinquante ans a créé des pressions sur l'environnement qui sont devenues insoutenables : réchauffement de la planète, appauvrissement de la couche d'ozone, réduction de la biodiversité, pollution de l'air, de l'eau, des sols, dégradation de nombreuses forêts et des stocks de poissons, augmentation considérable des déchets.

Ces problèmes risquent d'entraîner à plus ou moins court terme des dommages irréversibles, d'où l'importance des mesures de dépollution. Mais le développement durable exige bien davantage que la dépollution, qui vient remédier, plus ou moins efficacement et après coup, aux dommages causés à l'environnement. Il vise plutôt à intégrer dans le modèle de croissance la prévention de ces pressions, comme le rappellent les conditions retenues par le Conseil canadien des ministres de l'environnement, selon lesquelles il faut que (David, C, 2001):

- Le rythme d'utilisation des ressources naturelles renouvelables n'excède pas celui de leur régénération ;
- Le rythme d'épuisement des ressources non renouvelables ne dépasse pas le rythme de développement de substituts renouvelables;
- La quantité de pollution et de déchets ne dépasse pas celle que peut absorber l'environnement.

Plusieurs concepts visent à définir plus précisément de telles conditions, comme celui de capacité de support: notion quantitative qui suppose qu'il existe des limites, bien que souvent difficiles à définir, à la capacité des écosystèmes naturels de supporter une croissance soutenue de la consommation de ressources et de la pollution. Les principaux facteurs en jeu sont le nombre d'habitants, la densité de la population, le niveau de vie et la technologie.

D'autres concepts peuvent également être mentionnés : empreintes écologiques ou charges pour l'environnement, comptabilité des ressources naturelles ou PIB vert, éco-efficience.

La dimension sociale : La dimension sociale est sans doute celle qui a reçu le moins d'attention comparativement à l'environnement ou même à l'économie. Elle est néanmoins considérée comme incontournable, y compris par les organismes internationaux dont la mission première est l'économie, tels que l'Organisation de coopération et de développement économiques, le World Economic Forum ou le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable.

Diverses acceptions sont généralement retenues pour circonscrire cette dimension : aspects sociaux liés à la dimension environnementale, comme l'acceptation par la société des changements nécessaires des modes de consommation; aspects juridiques et politiques, soulevés lors des négociations sur les traités environnementaux; participation des citoyens à la construction d'un développement durable, leur engagement social.

Il existe cependant une conception beaucoup plus englobant. L'OCDE regroupe ainsi les indicateurs sociaux du développement durable sous quatre thèmes : autonomie (participation active à l'économie et à la société); équité (des revenus, des chances); santé (soins, conditions affectant la mortalité, la morbidité); cohésion sociale (facteurs qui la menacent, le crime par exemple).

Comme on peut le voir, la dimension sociale renvoie à de vastes enjeux, très politisés, qui sont loin de faire consensus : l'idée que se fait l'OCDE d'un bon fonctionnement des marchés du travail n'est pas partagée par tous; il y a bien des discussions autour des avantages et des inconvénients du salaire minimum; et que dire des inégalités de revenus, encore perçues par plusieurs comme source même de la prospérité ?

Plus que les réponses, ce qu'il importe de considérer ici est le questionnement lui-même, qui situe les préoccupations d'ordre social dans une perspective de développement viable à long terme.

La dimension économique : Comme la dimension sociale, la dimension économique prend diverses significations : portée économique de la dimension environnementale; nature de certains instruments d'intervention, les instruments économiques, tels que la taxation, les mécanismes de marché; indicateurs économiques, comme la production économique, la productivité, la comptabilité nationale; gestion des ressources et des investissements. Ces différentes acceptions sont utilisées couramment et rendent la dimension économique omniprésente dans les discussions sur le développement durable.

Les organismes internationaux et les unités responsables des statistiques dans les divers pays ont cherché depuis plusieurs années à définir les indicateurs économiques du développement durable. Ces travaux peuvent aider à en cerner les contours. Ainsi, l'OCDE propose les aspects économiques suivants : croissance et développement économique (PIB par habitant); remplacement des actifs (taux d'épargne net); productivité (productivité totale des facteurs); statut financier (dette étrangère nette en proportion du PIB).

La frontière entre les dimensions économique et sociale n'est toutefois pas toujours bien nette. Les indicateurs économiques retenus par les Etats-Unis ou par le Royaume-Uni, par exemple, incluent l'emploi et le chômage ou encore la distribution des revenus et la pauvreté. Comme c'est souvent le cas, il est difficile de départager l'économique et le social, tant ces aspects sont liés.

Une question revient très fréquemment à propos de la dimension économique : celle-ci est souvent opposée au développement durable par divers milieux, notamment le milieu des affaires. Cette opposition tend toutefois à disparaître.

III- Le rôle de la culture dans le développement durable

1. Quelques rappels historiques de la Culture et Développement

Si, dès les années 1960, un visionnaire tel que Léopold Sédar Senghor a insisté sur les interactions entre culture et développement, j'ai toujours pensé que l'homme, c'est-à-dire la culture, était au commencement et à la fin du développement, ces relations ne sont jamais allées de soi.

Quand l'UNESCO, après avoir adopté à la Conférence mondiale sur les politiques culturelles à Mexico (1982) une définition large et anthropologique de la culture, a voulu lancer une Décennie mondiale sur le développement et ses finalités culturelles, elle a dû vite déchanter : ni les Etats membres, ni les différentes Agences du système des Nations-Unies

n'étaient prêts à la suivre dans cette voie. Ces réticences du début ont pu être dépassées et la décennie a pu produire à la fois le Rapport sur « Notre diversité créatrice » (publié en 1996) et le « Plan d'action sur les politiques culturelles pour le développement » (Stockholm, avril 1998), sans même parler des nombreux projets qui, sur le terrain, mettaient en pratique ces interactions entre culture et développement.

Ce sont finalement la « Déclaration universelle sur la diversité culturelle » (2001) et la « Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles » (2005) qui ont parachevé ces réflexions sur la culture comme nouveau paradigme du développement.

Du côté des « non-culturels », le cheminement a été un peu plus long et plus difficile. Si la Banque mondiale a pris conscience, dès la fin des années 90, que « la culture compte », c'est la prise en compte, par le Sommet de Johannesburg sur le développement durable (septembre 2002) de la culture et de la diversité culturelle comme « 4e pilier » du développement durable (à côté de l'environnement, de l'économie et du social) et la publication du Rapport mondial 2004 sur le développement humain du PNUD, consacré à « la liberté culturelle dans un monde diversifié », qui ont tracé une nouvelle conception du développement, plus respectueuse de la culture et comptant sur elle pour donner une nouvelle vigueur et un autre dynamisme aux différentes stratégies de développement.

De nombreuses coopérations bilatérales se sont engagées dans la même voie, dans les années 2000, à la suite des pays nordiques, telles que les coopérations suisse, allemande, française et espagnole.

L'Union européenne, de son côté, grâce à l'adoption de textes tels que le « Consensus européen pour le développement » (2006) et « l'Agenda européen de la Culture » (2007) et la mise en route de programmes structurant les interactions entre culture et développement, a enfin fait de la culture l'une de ses priorités stratégiques.

En Afrique, la prise de conscience de ce nouveau paradigme « culture-développement » a été manifeste dès l'adoption de la « Charte culturelle pour l'Afrique » (Port Louis 1976) et de la « Déclaration sur les aspects culturels du Plan d'action de Lagos » (Addis Abeba, 1985).

Aujourd'hui, même si la culture est réduite à la portion congrue dans le NEPAD, l'Afrique dispose, avec des textes comme la « Charte pour la renaissance culturelle de

l'Afrique » (Nairobi/Kartoum, 2006) et le « Plan d'action de Nairobi pour les industries culturelles en Afrique » (2005), ou les textes et Plans d'actions adoptés dans le cadre des ACP ou des organisations régionales, des stratégies qui lui permettent de relever les nouveaux défis qui se posent au développement du continent.

Par « stratégie intégrante », il convient d'entendre une stratégie portée par l'ensemble des membres d'un gouvernement et pas seulement par le Ministre de la Culture. Elle implique aussi que autorités territoriales relaient la même politique. Cela étant dit, il convient aussi de réinsister sur la nécessité de doter les pays africains de véritables politiques culturelles, capables d'«infrastructurer les cultures » (Joseph Ki-Zerbo) et d'impulser des politiques « culture-développement », notamment dans les secteurs éducatif, social et économique

2. La culture comme condition du développement

Il apparaît aujourd'hui, de plus en plus clairement, que le non-développement, ou le mal-développement, de certains pays africains ne dépend pas exclusivement de paramètres économiques, écologiques, sociaux ou politiques, mais que la culture – moteur ou frein – exerce une influence énorme et revêt une importance égale à la bonne gestion des affaires publiques, à l'égalité des sexes ou à l'éducation scolaire. Une culture repliée sur elle-même, très hiérarchisée et axée uniquement sur des valeurs traditionnelles, peut devenir trop par trop rigide et rendre d'autant plus difficile l'adaptation à des changements profonds.

Il est vrai, aussi, que les échecs de certaines politiques économiques et de certains modèles de développement, souvent imposés par le Nord, nous obligent à reconsidérer nos approches du développement, tel que cela a été fait, notamment, à travers les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). La culture ne figure pas explicitement parmi ces Objectifs, même si elle constitue indéniablement le fondement de cette stratégie des OMD. Elle constitue une sphère où la société exprime son rapport au monde, son originalité, s'analyse et projette son avenir. Socle sur lequel se fondent l'organisation et le fonctionnement de la société, elle détermine le style et le contenu du développement économique et social.

3. Les perspectives de Rio + 20 et la création des nouveaux objectifs de durabilité

Dans cette perspective, les analystes se focalisent sur les principes généraux de l'universalité des conférences de l'environnement et de développement, à savoir Rio + 20 qui devrait être le lieu de ces débats. La Conférence se concentrera sur l'économie verte et le

nouveau cadre institutionnel pour le développement durable, mais elle sera également l'occasion d'analyser des sujets émergents. La culture – plus précisément le droit de chacun de participer avec toutes ses ressources culturelles - doit être un sujet émergent clé dans le développement durable.

Il ne suffit pas, cependant, d'ajouter un sujet parmi d'autres, l'objectif est d'adopter une conception réellement centrée sur les droits, les libertés et, les responsabilités de chacun.

Certes, la déclaration finale de Rio + 20 devrait également consacrer un chapitre entier (dans la partie opérationnelle de la déclaration) aux façons d'intégrer les facteurs culturels dans les stratégies locales et nationales, ainsi que des programmes internationaux pour le développement durable. Si Rio + 20 crée les objectifs de durabilité, le développement culturel devrait être l'un d'entre eux et les objectifs liés à toutes les dimensions de la culture, être explicites. En somme, on peut dire que une décennie des Nations Unies sur la culture pour le développement durable, 2014-2023 pourrait ainsi être envisagée.

Tous les ingrédients existent. Citons la définition canonique adoptée par le rapport Brundtland : « Le développement durable est le genre de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins. » Cette conception de la durée est essentiellement conservatrice et elle est fondée sur une logique de besoins à satisfaire.

Il est particulièrement important de miser ici sur la jeunesse, première ressource de planète, au cœur des stratégies de développement, en créant une nouvelle génération, capable d'évoluer entre différentes cultures, de faire preuve d'imagination, désireuse de partager et de tisser des réseaux de coopération, tolérant les divergences d'opinion et prête à travailler de manière transparente.

4. La culture comme 4^e pilier du développement durable

La diversité culturelle, la revalorisation des pratiques artistiques et culturelles, la création et l'innovation culturelles, toutes les richesses immatérielles qu'on peut considérer comme essentielles à la construction de l'humain – en tant qu'outils de connaissance et de relation – sont au cœur du développement durable. Ce développement durable doit être considéré comme un nouveau projet de société, la trame d'une nouvelle étape pour

l'organisation des activités humaines, une règle du jeu qui mettra l'économie au service du développement social et de la lutte contre la pauvreté et les inégalités, tout en économisant au maximum les ressources naturelles de la biosphère que nous savons limitées.

Le défi pour l'Afrique est double, il s'agit de son extraordinaire richesse artistique et culturelle pourra être à la fois un des piliers du développement personnel et collectif des populations et du développement du secteur culturel. Mais elle peut aussi donner des impulsions au développement économique, social et politique de toute la région, en devenant un moteur du changement social et politique et en confortant la gouvernance démocratique.

C'est en effet la culture et le capital social qui permettent de promouvoir le développement des capacités des individus et des groupes et leur participation à la vie de la société. C'est la culture, en enrichissant le capital social, qui permet de vraiment valoriser les autres ressources pour le développement. Et ce aborde la création culturelle et la créativité artistique qui permettent de passer d'une administration des ressources (un organisme accomplit les tâches qu'on lui a confiées, avec les moyens qu'on met à sa disposition) à une gestion dynamique des ressources (l'organisme se fixe un objectif et mobilise les moyens pour y parvenir, grâce à une planification politique et stratégique et à l'importance accordée à la formation, au développement des capacités et à la gestion des ressources humaines).

C'est sans doute à l'échelle locale, des villes ou des quartiers, que la culture apparaît le plus clairement comme ressource de développement durable. Les exemples commencent d'ailleurs à se multiplier, les bonnes pratiques à s'étendre.

Les politiques générales de développement durable sont censées reposer sur trois piliers ou dimensions. Le pilier économique vise à créer des revenus, selon une conception thématisée aux XVIII^e et XIX^e siècles ; le pilier social redistribue les revenus et vise à introduire des considérations liées à l'équité entre tous les membres d'une société, ce que nous avons commencé à faire à la fin du XIX^e siècle ; le troisième pilier sur la responsabilité environnementale a été conçu pendant la seconde moitié du XX^e siècle. Ces trois piliers façonnent le paradigme dominant du développement durable, un triangle vertueux qui est appliqué à tous les niveaux de gouvernance, local, national, continental ou mondial.

Dans ce sens, le paradigme a été consolidé avec succès après le rapport Brundtland de 1987 et au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992, mais en y introduisant, de façon plus ou moins explicite, une hiérarchie, à savoir l'économie en premier, puis l'écologie et

enfin le social. Car, dans cette époque, la conception prédominante du développement était d'abord de nature économique.

Faisons preuve d'audace et disons que le paradigme actuel de la durabilité est obsolète. Nous croyons que le paradigme a pour le moins, besoin d'un quatrième pilier, la culture. Peut-être faudrait-il aussi remettre en question la métaphore des piliers pour adopter une perspective plus intégrée. Nous allons donner substance à ces affirmations avec des arguments qui vont de l'être humain à la planète. Amartya Sen, Arjun Appadurai ou Edgar Morin (pour n'en nommer que quelques-uns) ont écrit leurs principales contributions sur la notion de développement après 1992. Or ce concept a évolué au cours des dernières décennies. L'argument se comprend à quatre niveaux : les personnes, la complexité, l'équilibre des systèmes et la place des droits culturels.

Conclusion

En guise de conclusion, toutes les analyses critiques sur les défis auxquels nous sommes confrontés en tant qu'êtres humains disent que nous avons les capacités, mais que celles-ci ne sont pas reliées entre elles. Nos institutions et nos sociétés sont cloisonnées, ce qui induit un énorme gaspillage. Si la personne est au centre, on ne peut nier la complexité de ses dimensions, de ses rapports à ses environnements (agricole, sanitaire, alimentaire, culturel, économique, social, etc.). C'est pourquoi Amartya Sen ajoute à la notion de capacité celle de capabilité. Il ne suffit pas d'avoir un travail pour se développer, il faut en même temps la santé, la famille, la formation, les systèmes de communication et de participation, etc. en effet, on peut dire que le développement implique une connexion de capacités.

Afin de concrétiser les atouts de ce phénomène, on peut affirmer que l'alphabétisation, la créativité, la connaissance critique, le sens du lieu, l'empathie, la confiance, le risque, le respect, la reconnaissance ne sont pas des éléments ou des valeurs culturelles à part, ce sont des modes de fonctionnement qui impliquent chez chacun plusieurs capacités, ils doivent être mobilisés dans les stratégies pour le développement durable.

Si nous analysons notre planète dans son ensemble à travers le triangle réducteur du développement durable (économique, écologique, social), nous remarquons que cette image ne parvient pas à expliquer la complexité du monde et de ses dynamiques.

C'est pour cela que le paradigme de la durabilité a besoin d'une composante culturelle explicite. L'idée de transformer le modèle des trois piliers par un carré, dans lequel la culture devient le quatrième pilier, a fait son chemin. Mais cette prise de conscience implique une remise en question de la métaphore même des piliers, qui peut trop ressembler à une pyramide des besoins.

Bibliographie

ARTCENA-Le Bulletin n°16(2020). « *Culture et développement durable* », la première édition de l'annuaire 2020.

B. Colomb, L. Fontaine, A. Glandières, A. Aveline, M. Carof et al. 2001, « *Une approche de la durabilité des systèmes de grandes cultures biologiques spécialisés* », vol.20.

Daldanise Gaia, Gravagnuolo Antonia, OppidoStefania, RagozinoStefania, Cerreta Maria, Esposito De Vita Gabriella (2019), « *Économies circulaires pour le patrimoine culturel: processus synergiques de réutilisation adaptative pour la régénération urbaine* », Actes de la XXI Conférence nationale de l'UES | Limites, Mouvements, Lieux. Politiques et projets pour les villes et territoires en transition, pp. 1348-1361.

David, C (2001). « *Innovation et développement durable : économie de demain* ». Bibliothèque nationale du Canada ; p : 5.

Digne, H. (2010). « *La culture, une des clés du développement durable* », Annales de Mines - Réalités industrielles, 2(mai), 105-108.

Farsani, N. T., Coelho, C. et Costa, C. (2012). « *Geotourism and Geoparks as Gateways to Socio-cultural Sustainability in Qeshm Rural Areas, Iran* », Asia Pacific Journal of Tourism Research, 17(1), 30-48. Research, 61(3), 254-264.

Foster Gillian (2020), « *Stratégies d'économie circulaire pour la réutilisation adaptative des bâtiments du patrimoine culturel afin de réduire les impacts environnementaux* ». Ressources, conservation et recyclage.

Franke, G. R. et Nadler, S. (2008). « *Culture, economic development, and national ethical attitudes* », Journal of Business

Gravagnuolo Antonia, Fusco Girard Luigi, Ost Christian, Saleh Ruba(2017), « *Critères d'évaluation pour une réutilisation adaptative circulaire du patrimoine culturel* ». BDC. Bulletin du Département de la conservation du patrimoine architectural et environnemental de l'Université de Naples, 2/2017.

Hannerz Ulf, « *La complexité culturelle. Etudes de l'organisation sociale de la signification* », A la Croisée, coll. « *Cultures publiques et mondes urbains* », 2010, 357 p., trad. Alain Battagay, Pascale Joseph, Daniel Mandagot et Hervé Maury, Avant-propos d'Alain Battagay, EAN : 9782912934215.

J. Giteau, D. Heddadj, C. Fisson, 2010, « *Evaluation multicritère de systèmes de culture innovants en Bretagne* », à l'aide de MASC. Séminaire « *Le modèle MASC et ses utilisations pour l'évaluation de la durabilité des systèmes de culture* », vol.9, pp.9-10.

Jacob M., 1997, « *Sustainable Development : A Reconstructive Critique of the United Nations debate* », Goteborg University, Goteborg, Sweden.

Melissa Pignatelli, « *Sur le Concept de Culture* », la revue culturel, 13/02/2013, italien

Morin E., 2000, « *Les Sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur* », Paris, Le Seuil.

Nurse K., 2006, « *Culture as the Fourth Pillar of Sustainable Development* », Paper prepared for the Commonwealth Secretariat, London, UK.

Organisation de coopération et du développement économique, « *développement durable, les grandes questions* », sous la direction du secrétaire générale de l'OCDE, 2001, p : 37.

Rapport de la Commission mondiale sur l'Environnement et le Développement de l'ONU, présidée par Madame Gro Harlem Brundtland, Notre avenir à tous, Avril 1987. P : 16.

UNESCO et PNUD, 2013 « Programme des Nations Unies pour le développement ». Rapport sur l'économie créative. Édition spécial 2013: élargir les voies du développement local, Paris et New York : UNESCO et PNUD.

Verdugo, F, 2017. « *Industries créatives, diversité et politiques culturelles* », Revue Interventions économiques, 57.